

A propos de l'extrême droite à Charlottesville, des bateaux en Méditerranée et des réfugiés

A Charlottesville comme en Méditerranée, l'extrême droite tue

À Charlottesville (Virginie), samedi 12 août, Heather Heyer, militante antiraciste, est morte, écrasée par un assassin néo-nazi, en manifestant contre le rassemblement "Unite The Right" organisé par l'extrême droite qui voulait honorer la mémoire d'un esclavagiste, le général Lee.

Ce meurtre d'aujourd'hui n'est pas isolé, c'est le dernier d'une longue liste d'agressions et crimes fascistes aux Etats unis (cf le [communiqué des IWW du 13 août](#)), comme dans le reste du monde et notamment en Europe (France, Grèce, Espagne).

Ce meurtre a suscité l'indignation quasi-générale, comme en France où même le FN, en quête de respectabilité, a été obligé de prendre ses distances avec le président Trump qui renvoie dos à dos néo-nazis et militant-es antiracistes, après en avoir fait un modèle.

Mais au-delà de ces condamnations morales de ce qui s'est passé « outre Atlantique » et qui serait « incompréhensible vu d'ici », quelques médias français ont montré que des drapeaux de Génération identitaire étaient présents lors du rassemblement raciste de Charlottesville ([ici](#))... Ce sont ces mêmes drapeaux que l'on voit sur les vidéos de propagande de « Defend Europ », l'opération menée par quelques fascistes européens pour empêcher les associations humanitaires de sauver des vies humaines en Méditerranée en portant secours à celles et ceux qui se noient en essayant de rejoindre les rives de l'Europe.

Les Identitaires, de l'agitation médiatique à la volonté de tuer

Les Identitaires étaient jusqu'à maintenant connus comme les rois de la manipulation médiatique (petit retour sur leurs « exploits médiatiques » [ici](#) et sur leurs évolutions « politiques et structurelles » [là](#)), et n'apparaissaient pas très dangereux. Mais comme le disent nos camarades du collectif antifasciste La Horde, « Lancé au mois de mai dernier, le projet des identitaires européens a donc fini par devenir réalité : mettre à la mer un bateau pour empêcher les associations humanitaires de sauver des vies humaines, dont de nombreux enfants. Alors que plus de 2000 personnes fuyant la misère et la guerre ont perdu la vie en Méditerranée cette année, et plus de 5000 l'an passé, des groupuscules d'extrême droite de plusieurs pays d'Europe se sont mobilisés, logistiquement et financièrement, pour que ces chiffres soient plus importants encore. Quand il s'agissait de faire du saucisson un emblème ou de jouer à la dînette avec des soupes au cochon, les agit-prop' racistes des Identitaires pouvaient prêter à rire : mais désormais des vies humaines sont en jeu... ».

Le collectif rappelle qui sont les animateurs de Défend Europ ([ici](#)), qui semble la première réelle campagne coordonnée des Identitaires au niveau européen : Patrick Lenart et Martin Sellner, les deux chefs d'Identitäre Bewegung Österreich (IBO) la branche autrichienne des Identitaires. Daniel Fiß, leader d'Identitäre Bewegung Deutschland, la branche allemande du mouvement, Lorenzo Fiato, chef de Generazione Identitaria, la branche italienne des Identitaires. Clément Galand qui semble être le seul français impliqué dans la préparation de cette opération crapuleuse, se présente comme un « cadre » de Génération identitaire. Les identitaires suisses sont aussi représentés dans cette « opération » avec [Jean-David Cattin](#).

En France, ces dernières années, Génération identitaire a échoué à créer un véritable parti concurrent du FN, préférant se redéfinir comme une « centrale d'agitation et de formation », participant notamment à la diffusion de la thèse du « grand remplacement » ([ici](#)). Après avoir misé sur une implosion du FN suite à l'arrivée à sa tête de Marine Le Pen, et alors que d'autres organisations plus « radicales » leur faisait de l'ombre, plusieurs dirigeants historiques du mouvement identitaire, sans renier leur idéologie, se sont rapprochés ou ont rejoint le Front national, que ce soit par « entrisme » ou par « carriérisme » ([ici](#)). Si, officiellement, le parti de Marine Le Pen nie tout lien avec ce mouvement, il peine à cacher que responsables du FN, dont les très proches de la présidente, et identitaires font la fête ensemble, comme lors des assises présidentielles ([ici](#), [ici](#) et [là](#)).

Les mobilisations contre le navire C-star

Ce navire a été financé par une campagne participative sur Paypal qui s'est arrêtée du fait de Paypal suite à une campagne de dénonciation par des organisations de soutien aux réfugié-es et une pétition sur internet (voir [ici](#)).

Néanmoins le navire a pu être affrété et a navigué en Méditerranée plusieurs semaines. Son objectif est de contrer la présence des bateaux des ONG qui portent assistance aux réfugié-es dont les embarcations sont en détresse.

L'action du navire a été gênée par des actions militantes [en particulier en Crète](#).

Il a été accepté par les autorités de Chypre Nord.

Il a été empêché d'accoster en Tunisie grâce [aux actions de pêcheurs et des militant-es tunisien-nes](#).

Mobilisation en [Sicile](#) aussi.

L'attitude des gouvernements et de l'Europe : l'Italie en première ligne et la France continue à ne pas accueillir les réfugié-es

Ces mobilisations sont particulièrement importantes car elles interviennent dans un contexte où les ONG qui agissent en Méditerranée sont prises à partie par les autorités italiennes et pour certaines dénoncées de complicité avec les passeurs. C'est ainsi que les autorités italiennes ont décidé d'imposer aux ONG [la signature d'un code de conduite](#), ce que certaines ont refusé.

Mais dans les faits de nombreuses ONG, telle [MSF](#), ont renoncé à leur mission en Méditerranée estimant qu'elles n'ont plus les moyens d'agir.

Il faut rappeler que les bateaux affrétés par les ONG étaient responsables dans l'été du sauvetage de 35% des migrant-es aujourd'hui, ce qui veut dire que leur intervention est tout à fait importante.

Dans les faits l'Italie est la destination principale des réfugié-es aujourd'hui depuis qu'ils-elles sont bloqués en Turquie et que leur point de départ est la Libye où ils et elles sont soumis-ses à des conditions de vie, d'exploitation voire d'esclavage dans un contexte politique et militaire complètement dégradé. L'Italie, comme la Grèce hier ne bénéficie d'aucune aide de la part des Etats européens et de La France en particulier.

- le point de passage de la frontière italienne à Vintimille est fermé par la France aux migrant-es, les militant-es qui les aident dans la vallée de la Roya (Cédric Herou en particulier) sont trainés devant les tribunaux et menacés de prison.

- le règlement de Dublin (qui impose à une personne migrante de faire sa demande d'asile dans le premier pays européen où elle est arrivée) qui avait été en partie suspendu lors de la discussion entre pays européen sur l'accueil des réfugié-es est aujourd'hui rétabli en particulier en France qui s'autorise à renvoyer les migrant-es vers l'Italie entre autres (vers d'autres pays parfois qui les renvoient dans leur pays d'origine au mépris des risques qu'ils encourent).

Dans le même temps, Gérard Collomb le ministre de l'intérieur fait état de sa volonté de construire des centres d'accueils supplémentaires tout en faisant le tri entre les migrant-es ayant droit à l'asile (dont la France considère qu'ils sont très peu nombreux puisqu'elle renvoie des migrant-es en Afghanistan par exemple) et les migrant-es « économiques » qu'il faut renvoyer. Macron a de plus été à l'initiative d'une tentative de mettre en place en Libye des accords et des mécanismes de contrôle du type de celui qui a été réalisé en Turquie (tri des réfugié-es, renvoi vers les pays d'origine...).

Si le C-star des identitaires n'est pas responsable de l'arrêt de ces opérations de sauvetage, il a contribué à sa manière aux initiatives de communication visant à décrédibiliser les ONG et tous ceux et celles qui aident les réfugié-es. Elle contribue avec les pressions italiennes et européennes sur les ONG à rendre la route de la Méditerranée plus dangereuse encore

Dans cette situation nous rappelons nos exigences :

- personne n'est illégal : liberté de circulation et d'installation
- la France doit accueillir les réfugié-es dignement, ce qui implique le droit au logement, à l'éducation, à la santé et au travail
- solidarité avec les personnes migrantes ou soutiens réprimé-es